



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION
N° CFVU 27-SFP-039

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires,
parcours type Droit de la propriété intellectuelle,
Année universitaire 2018-2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de Faculté de Droit et de Science Politique en date du 09 janvier 2018,
- Vu la convention de partenariat entre l'Université Toulouse 1 Capitole et l'Université Toulouse 3 concernant le Master 2 mention Droit des affaires, parcours type Droit de la propriété intellectuelle et le Master 2 mention Biotechnologie, parcours type Droit de la propriété intellectuelle en biotechnologie, adoptée en CA en date du 12 décembre 2011

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Droit de la propriété intellectuelle sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Droit de la propriété intellectuelle, est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit de la propriété intellectuelle.

ARTICLE 2. Condition d'accès

2.1 - Ont vocation à y être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires parcours type Droit de la propriété intellectuelle les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit des affaires, d'un autre Master de Droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 – Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants du Master Droit, mention Droit des affaires, parcours Droit de la propriété intellectuelle, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Droit de la propriété intellectuelle, est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (U. E) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 3 unités d'enseignement, le second semestre, 1 unité d'enseignement, totalisant respectivement 48 et 12 crédits. Le contenu des U. E. et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

Langue des enseignements : français. Des conférenciers étrangers peuvent à titre exceptionnel enseigner en langue anglaise.

ARTICLE 7. Voie professionnelle et voie recherche

7.1 – Pour l'UE4 du semestre 4, l'étudiant choisi soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

7.2 – Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de 4 mois. Ce stage donne lieu à la rédaction et à la soutenance d'un rapport de stage. Ce stage a lieu dans une entreprise ou une structure ayant des liens avec le droit de la propriété intellectuelle.

Les liens nombreux avec les milieux professionnels, que ce soit par le biais des intervenants ou des partenariats, permettent de bénéficier d'un « réseau » de professionnels disposés à recevoir des étudiants stagiaires.

7.3 – Pour la voie recherche, l'étudiant bénéficie d'une initiation à la recherche académique (méthodologie). L'étudiant rédige un mémoire sous la direction d'un des enseignants de la spécialité qui donne lieu à une soutenance.

Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le directeur de thèse, avis favorable du directeur de l'équipe d'accueil, du directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation du président de l'université.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage pour le semestre 3, et une session unique pour le semestre 4 dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la première session

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées selon les unités d'enseignement :

UE1 : un grand oral portant sur l'ensemble des matières de l'UE devant un jury : durée de trente minutes après une préparation d'une heure.

UE2 : selon l'option choisie par l'étudiant :

Option 1 : Droit des contrats et spécialités :

- un contrôle continu sur « techniques contractuelles » et un contrôle continu sur « les contrats informatiques et électroniques »
- une épreuve orale portant sur l'un des deux séminaires « Droit du numérique » ou « Droit des médicaments et Biotechnologies »

Option 2 : Veille technologique :

- une épreuve orale de 20 minutes et présentation d'un rapport écrit portant sur les matières de l'UE

UE3 : contrôle continu sur chacune des deux matières constitutives de l'UE (cf annexe)

UE4 : l'étudiant remet et soutient devant un jury, selon son choix, un rapport de stage ou un mémoire de recherche.

Le projet tutoré fait l'objet d'un rapport écrit remis par l'étudiant.

Toute absence injustifiée à une épreuve d'examen est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

La note attribuée dans le cadre d'un contrôle continu portant sur une matière ou une unité d'enseignement résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrit, d'oral, de projet ou de travaux de groupe à la discrétion de chaque enseignant.

ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

10.1 - Dans le cas où l'étudiant ne serait pas déclaré admis à la session 1, l'UE4 du semestre 4 ne donne pas lieu à une session de rattrapage. Les notes obtenues à l'UE4 seront conservées pour la session de rattrapage.

10.2 - L'étudiant ajourné à la session 1 conservera pour la session de rattrapage uniquement, pour les UE non validées du semestre 3, les notes des épreuves où il a obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne ainsi que la note obtenue lors de l'évaluation par contrôle continu.

10.3 - Dans l'hypothèse où un étudiant aura été présent à l'une des épreuves de contrôle continu sans pouvoir participer aux autres s'il y a plusieurs épreuves, il conservera le bénéfice de sa note unique en session de rattrapage.

10.4 - Dans l'hypothèse où il n'aura pas pu être présent à l'épreuve de contrôle continu, s'il n'y en a qu'une, ou à toutes les épreuves s'il y en a plusieurs, il sera déclaré absent. Dans ce cas, il sollicitera par écrit le service de la scolarité au plus tard dans les 10 jours calendaires suivant la fin des épreuves du semestre concerné, en joignant les justificatifs d'absence, afin de demander au Président du jury d'examen à bénéficier d'une possibilité de rattrapage. Cette dernière prendra la forme, dans le calendrier de la de rattrapage, d'une interrogation orale avec l'enseignant de la matière soumise à contrôle continu.

ARTICLE 11. Bonifications

11.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.2 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12. Condition de validation des unités et des semestres

12.1 – Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit 480/960 points pour le semestre 3 et 120/240 points pour le semestre 4 ; dans ce cas, les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondants à l'unité sont acquis.

12.2 - Chaque semestre est validé isolément sans compensation.

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 480/960 points pour le semestre 3 et 120/240 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 48 et 12 crédits européens correspondants (ECTS).

ARTICLE 13. Conditions d'attribution d'une mention

13.1 – L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- Passable : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et inférieure à 11.99
- Assez bien : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et inférieure à 13.99
- Bien : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et inférieure à 15.99
- Très bien : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14. Délivrance du diplôme

14.1 - Pour être déclaré admis au diplôme, le candidat doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury de diplôme peut octroyer des points de jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- Passable : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et inférieure à 11.99
- Assez bien : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et inférieure à 13.99
- Bien : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et inférieure à 15.99
- Très bien : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire



PJ : annexes

UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE

2 rue du Doyen Gabriel Marty - 31042 Toulouse cedex 9 - France - Tél : 05 61 63 35 00 - Fax : 05 61 63 37 99 - www.ut-capitole.fr

Annexe 1 Master 2 mention Droit des affaires parcours-type Droit de la propriété intellectuelle année 2018-2019

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE1	Enseignements fondamentaux	Obligatoire	23	169	18	Epreuve orale de 30 minutes sur l'ensemble de l'UE1	460	460
	Bases fondamentales :			70				
	Formation à distance (FOAD) : université numérique juridique francophone (UNJF)			35				
	FOAD : UNJF (2)			35				
	Module transversal : Aspects économiques et grands principes de la propriété intellectuelle			24				
	Module Propriété industrielle :			51				
	Créations industrielles : brevets, logiciels, dessins et modèles			27				
	Signes distinctifs			24				
	Module Propriété littéraire et artistique			24				
	Tutorat				18			
UE2	Enseignements complémentaires	Obligatoire A Choix	16	92 ou 122			320	320
	Option 1 : Droit des contrats et spécialités			92				320
	Droit des contrats :			32				
	Techniques contractuelles		1.5	20		Contrôle continu	30	
	Les contrats informatiques et électroniques		1.5	12		Contrôle continu	30	
	Séminaires de spécialisation :		13	60		Epreuve orale sur l'un des deux séminaires	260	
	Séminaire 1 : Droit du numérique			40				
	Propriété intellectuelle et numérique							
	Nouvelles technologies et environnement numérique							
	Séminaire 2: Droit des médicaments et Biotechnologies			20				
	Présentation et enjeux juridiques		10					
	Valorisation de l'innovation		10					
	Option 2: Veille technologique		16	122		Epreuve orale et présentation d'un rapport écrit sur les matières de	320	320
	Mise à niveau en droit			30				
	Méthodes et techniques de recherche d'information			22				
	Méthodes d'analyse de l'information			35				
	Utilisation d'outils de veille stratégique appliquée aux biotechnologies,			35				

	biomécanique et chimie					l'option		
--	------------------------	--	--	--	--	----------	--	--

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points TD	Total Points Enseignement
UE3	Dimension internationale :	Obligatoire	9	50				180
	Droit européen et international :			20				
	Approfondissements		3	12		Contrôle continu	60	
	Actualité internationale du droit d'auteur		3	8		Contrôle continu	60	
	Anglais spécialisé		3	30		Contrôle continu	60	
Bonification		Facultatif					3.33 % des points du semestre	
Total Semestre 3			48	311 ou 341	18		960	
Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points TD	Total Points Enseignement
UE4	Voie professionnelle : Stage	Au choix 1/2	9	6		Rédaction rapport de stage et soutenance	180	180
	Voie recherche : mémoire et méthodologie de la recherche					Rédaction mémoire et Soutenance		
	Méthodologie (voie professionnelle et voie recherche)					Non évalué		
	Projet tutoré	Obligatoire	3	9		Rédaction d'un rapport	60	60
	Préparation aux concours	Facultatif		5		Non évalué		
Bonification		Facultatif					3.33 % des points du semestre	
Total semestre 4			12	20			240	
TOTAL ANNEE			60	331 ou 361	18		1200	



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous

Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media